



Twitter a aidé l'armée américaine à mener une campagne secrète de propagande en ligne, comme le révèlent les derniers dossiers Twitter.

Le dernier dépôt de documents « dossiers Twitter », mis en ligne par le journaliste Lee Fang de The Intercept, a révélé que Twitter a sciemment violé ses propres politiques internes et ses affirmations publiques selon lesquelles il interdisait toute forme de propagande soutenue par le gouvernement en protégeant les comptes créés par l'armée américaine.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2023

[The Defender](#) 21 décembre 2022

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Science et médecine](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [COVID-19](#)

La huitième partie des « dossiers Twitter », publiée mardi [20 décembre], a révélé une autre couche de collusion entre Twitter et des éléments du gouvernement et de l'establishment militaire américains, notamment que Twitter a protégé de nombreux comptes et personas créés par l'armée américaine pour la diffusion de la propagande au Moyen-Orient et au-delà.

Le dernier dépôt de documents « [dossiers Twitter](#) », mis en ligne par le journaliste [Lee Fang de The Intercept](#), a révélé que Twitter a sciemment violé ses propres politiques internes et ses affirmations publiques selon lesquelles il interdisait toute forme de propagande soutenue par le gouvernement.

Les comptes créés par le Pentagone et l'armée américaine ont cherché à influencer l'opinion publique dans plusieurs pays.

Les documents ont été rendus publics alors qu'[Elon Musk annonçait](#), dans un tweet, qu'il allait « démissionner de son poste de PDG dès » qu'il trouverait « quelqu'un d'assez fou pour prendre le poste ». Cette annonce fait suite aux résultats d'un [sondage en ligne réalisé par M. Musk](#) le 19 décembre, dans lequel la majorité des personnes interrogées ont voté pour que M. Musk quitte la direction de Twitter.

Les derniers documents s'appuient également sur les révélations de la [septième partie des « dossiers Twitter »](#), indiquant que le FBI a [payé directement des employés de Twitter](#) pour traiter les demandes de censure qu'il a soumises à la plateforme.

MUST READ... [#TwitterFiles6](#) doc dump exposes the role the FBI + other federal agencies played in policing content on Twitter. <https://t.co/kXSUjqLBfI>

— Robert F. Kennedy Jr (@RobertKennedyJr) [December 19, 2022](#)

Twitter a « blanchi » des comptes de propagande secrète de l'armée américaine

Pendant des années, Twitter s'est « engagé à mettre fin à tous les efforts de désinformation et de propagande soutenus par des États, sans jamais faire d'exception explicite pour les États-Unis », selon M. Fang. Twitter avait même fait cette promesse dans son témoignage de 2020 devant la commission du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis.

M. Fang a tweeté :

1. TWITTER FILES PART 8

How Twitter Quietly Aided the Pentagon's Covert Online PsyOp Campaign

Despite promises to shut down covert state-run propaganda networks, Twitter docs show that the social media giant directly assisted the U.S. military's influence operations.

— Lee Fang (@lhfang) [December 20, 2022](#)

M. Fang a précisé qu'on lui avait « [donné accès à Twitter](#) pendant quelques jours », qu'il n'avait « rien signé/accepté » et que « Twitter n'avait aucune influence sur ce que j'ai fait ou écrit ».

« Les révélations sont enfouies dans les archives des courriels et des outils internes de Twitter », a-t-il déclaré, ajoutant que ses demandes « ont ensuite été satisfaites en mon nom par un avocat ».

Bien que Twitter affirme avoir déployé « des efforts concertés pour détecter et contrecarrer les campagnes de propagande secrètes soutenues par les gouvernements », l'entreprise, « en coulisses ... a fourni une approbation directe et une protection interne au réseau de comptes de médias sociaux et de personnalités en ligne de l'armée américaine », a écrit M. Fang pour The Intercept.

Twitter a notamment « mis sur liste blanche un lot de comptes à la demande du gouvernement », a indiqué M. Fang. « Le Pentagone a utilisé ce réseau, qui comprend des portails d'information et des mêmes générés par le gouvernement américain, dans le but de façonner l'opinion au Yémen, en Syrie, en Irak, au Koweït et au-delà. »

« Bien que l'on sache que les [comptes de propagande du Pentagone utilisaient des identités secrètes](#), Twitter n'en a pas suspendu beaucoup pendant environ 2 ans ou plus. Certains [restent actifs](#) », a tweeté M. Fang.

Cela s'est produit malgré les mesures prises par Twitter contre des types de comptes similaires gérés par d'autres gouvernements.

« En 2018, par exemple, Twitter a annoncé la [suspension massive de comptes](#) liés à des efforts de propagande liés au gouvernement russe. Deux ans plus tard, la société se vantait d'avoir fermé près de 1 000 comptes pour [association avec l'armée thaïlandaise](#). »

« Mais les règles relatives à la manipulation des plateformes, semble-t-il, n'ont pas été

appliquées aux efforts militaires américains », ajoute The Intercept.

L'aide directe fournie par Twitter au Pentagone et à l'armée américaine « remonte à au moins cinq ans ».

Selon The Intercept :

« Le 26 juillet 2017, Nathaniel Kahler, à l'époque un fonctionnaire travaillant avec le Commandement central des États-Unis - également connu sous le nom de CENTCOM, une division du ministère de la Défense - a envoyé un courriel à un représentant de Twitter au sein de l'équipe de politique publique de l'entreprise, avec une demande d'approbation de la vérification d'un compte et de « liste blanche » d'une liste de comptes en langue arabe « que nous utilisons pour amplifier certains messages ».

« Nous avons quelques comptes qui ne sont pas indexés sur les hashtags - peut-être ont-ils été signalés comme des bots », écrit M. Kahler. Quelques-uns d'entre eux avaient construit un véritable suivi et nous espérons les sauver. M. Kahler a ajouté qu'il était heureux de fournir plus de documents de son bureau ou du SOCOM, l'acronyme pour le Commandement des opérations spéciales des États-Unis [U.S Special Operations Command]. »

Dans le cadre de cette démarche, M. Kahler a envoyé à Twitter une [feuille de calcul répertoriant 52 comptes](#) au total, demandant un « service prioritaire » pour ces comptes - c'est-à-dire une [mise sur liste blanche ou une vérification](#). Ce « service prioritaire » signifiait que les comptes étaient « exemptés de drapeaux de spam/abus » et qu'ils seraient « plus visibles/probablement [tendance sur les hashtags](#) ».

Cela s'est produit alors même que les précédentes publications des « dossiers Twitter » ont révélé que pour d'autres catégories d'utilisateurs de Twitter - dont l'[ancien président Donald Trump](#) - les dirigeants de l'entreprise étaient prompts à trouver des prétextes pour [imposer des suspensions ou des interdictions permanentes](#).

Dans des [courriels internes de Twitter datant de 2020](#), la même liste de 52 comptes a été remise en circulation, ainsi qu'une liste de 157 autres comptes du Pentagone ayant un objectif similaire.

Selon The Intercept, Twitter s'est conformé à cette demande, signalant que, selon les journaux internes de l'entreprise, « le jour même où le CENTCOM a envoyé sa demande, des membres de l'équipe chargée de l'intégrité du site de Twitter se sont rendus dans un système interne de l'entreprise utilisé pour gérer la portée de divers utilisateurs et ont appliqué une étiquette d'exemption spéciale aux comptes ».

Ces révélations semblent confirmer le sentiment de certains utilisateurs de Twitter selon lequel certains comptes étaient à l'abri d'un signalement pour toute une série de violations de la politique.

Ces comptes, selon M. Fang, « tweetaient fréquemment sur les [priorités militaires des États-Unis au Moyen-Orient](#), y compris la promotion de messages anti-Iran, la promotion de la guerre au Yémen soutenue par l'Arabie saoudite et les États-Unis, les frappes « précises » de drones américains qui prétendent ne toucher que des terroristes », ainsi que « des [récits contre la Russie, la Chine](#) et d'autres pays étrangers ».

Alors que « les comptes en question ont commencé par être ouvertement affiliés au

gouvernement américain », rapporte The Intercept, le Pentagone a ensuite « semblé changer de tactique et a commencé à dissimuler son affiliation avec certains de ces comptes - une évolution vers le type de manipulation intentionnelle de la plateforme auquel Twitter s'est publiquement opposé ».

Ce réseau de propagande secret a été confirmé dans un [rapport publié en août 2022 par le Stanford Internet Observatory](#), qui a constaté que les opérations étaient [actives sur Twitter, Facebook, Telegram](#) et d'autres plateformes et utilisaient « des portails de fausses nouvelles et des images et des mèmes profondément faux contre les adversaires étrangers des États-Unis ».

Des courriels internes de Twitter datant de 2020 ont montré que « les [cadres supérieurs de Twitter](#) étaient [parfaitement au courant du vaste réseau de faux comptes et de propagande secrète du DoD](#) ([Department of Defense's]) et n'ont pas suspendu les comptes ».

Parmi ces cadres de haut niveau figurait Jim Baker, un ancien avocat du FBI qui, à l'époque, était conseiller général adjoint de Twitter. Dans un courriel datant de juillet 2020, M. Baker a écrit que le [Pentagone avait fait preuve d'un « mauvais savoir-faire »](#) dans la création de ces faux comptes et qu'il cherchait des stratégies pour ne pas révéler le fait que les comptes étaient [liés au DOD ou au gouvernement américain](#).

La même année, selon The Intercept, « des dirigeants de Facebook et Twitter ont été invités par les plus hauts responsables du Pentagone à assister à des briefings classifiés dans une installation d'information compartimentée sensible [SCIF]... utilisée pour des réunions très sensibles ».

M. Fang a tweeté :

17. In subsequent reporting, Twitter was cast as an unbiased hero for removing “a network of fake user accounts promoting pro-Western policy positions.” Media covering the story described Twitter as evenly applying its policies & proactive in suspending the DoD network.

— Lee Fang (@lhfang) [December 20, 2022](#)

Lorsque certains de ces comptes ont finalement été suspendus et que divers médias ont rendu compte de l'affaire, « Twitter a été présenté comme un héros impartial pour avoir supprimé un réseau de faux comptes d'utilisateurs promouvant des positions politiques pro-occidentales », [a écrit M. Fang](#), qui ajoute que « les médias qui ont couvert l'affaire ont décrit Twitter comme appliquant ses politiques de manière uniforme ».

Par exemple, selon M. Fang, « lorsque le [WashPost a fait état du scandale](#), les [responsables de Twitter se sont félicités](#) parce que l'article ne mentionnait aucun employé de Twitter et se concentrait essentiellement sur le Pentagone ». Ces responsables avaient également une connaissance préalable de l'article du Post.

Alors que de nouveaux « dossiers Twitter » sont publiés, les principaux démocrates menacent la plateforme

Ces dernières révélations font suite à la publication de la septième partie des « dossiers

Twitter », qui prouvent que le FBI a [payé directement Twitter](#) – 3,4 millions de dollars sur 17 mois – pour « le remboursement du temps passé par le personnel à traiter les demandes de censure ».

Commentant cette révélation, le [Dr Meryl Nass](#), une critique ouverte des vaccins contre la [COVID-19](#) et des restrictions, a déclaré : « Non seulement l'exécutif a menacé les médias sociaux de faire la police des comptes, mais il les a également payés pour attaquer des comptes spécifiques. »

Malgré ces dernières révélations, les principaux démocrates continuent de faire des déclarations directes et voilées visant directement Twitter.

Lors d'une apparition le 18 décembre dans l'émission « State of the Union » de CNN, le [représentant Adam Schiff](#) (D-Calif.) a offert une « immunité » aux entreprises de médias sociaux si elles devenaient des « modérateurs responsables du contenu ».

A dit M. Schiff :

« Nous avons un gros problème en ce moment avec les entreprises de médias sociaux et leur incapacité à modérer le contenu et l'explosion de la haine sur Twitter, l'interdiction des journalistes sur Twitter.

« Nous ne pouvons pas leur dire ce qu'il faut dire ou ne pas dire, mais nous leur avons donné l'immunité. Nous avons dit que si vous êtes des modérateurs responsables du contenu, nous vous donnerons l'immunité. »

M. Musk a tweeté cette réponse :

Government paid Twitter millions of dollars to censor info from the public
<https://t.co/eSEwcZIGjt>

— Elon Musk (@elonmusk) [December 20, 2022](#)

Des documents Twitter publiés le jour même où M. Schiff a fait ses remarques ont montré que son bureau avait [communiqué avec Twitter](#). M. Schiff avait déjà fustigé [Twitter sous la direction de M. Musk](#) et « exigé des mesures », fournissant des statistiques non citées affirmant que les « insultes » à l'encontre de diverses catégories d'individus avaient fortement augmenté sur la plateforme.

La Vice-présidente [Kamala Harris](#) a déclaré qu'elle attend et « exigerait » des dirigeants des entreprises technologiques qu'ils « travaillent avec nous qui sommes préoccupés par la sécurité nationale, préoccupés par le maintien et la protection de notre démocratie », pour s'assurer qu'il n'y a pas « une manipulation qui est autorisée ou négligée » qui pourrait menacer « la sécurité de notre démocratie et de notre nation ».

Mme Harris a déclaré, dans l'émission « All Things Considered » de [NPR](#), qu'elle était préoccupée par la [propagation de la « désinformation » sur Twitter](#).

Erik Sperling, directeur exécutif de [Just Foreign Policy](#), une organisation à but non lucratif qui promeut « la diplomatie, la coopération et l'État de droit », a exprimé un point de vue

différent dans des remarques faites à The Intercept dans le cadre du rapport de M. Fang sur la huitième partie des « dossiers Twitter », déclarant :

« Il est très inquiétant que le Pentagone s'emploie à façonner l'opinion publique sur le rôle de notre armée à l'étranger et, pire encore, que des entreprises privées contribuent à le dissimuler.

« Le Congrès et les entreprises de médias sociaux devraient enquêter et prendre des mesures pour s'assurer que, au minimum, nos citoyens sont pleinement informés lorsque l'argent de leurs impôts est dépensé pour donner une tournure positive à nos guerres sans fin. »

Michael Nevradakis, Ph.D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [Michael Nevradakis](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca